



ARRÊTÉ N° 2022-180-ST  
Portant réglementation du stationnement  
Au 11 rue de Magny du 11 au 20 janvier 2023

Le Maire de Bailly-Romainvilliers,

- VU Le Code général des collectivités territoriales,  
VU Le Code de la Route,  
VU La demande faite par la société Piscines Ibiza le 14 décembre 2022,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au 11 rue de Magny à Bailly-Romainvilliers (77700), du 11 au 20 janvier 2023 pour des travaux.

ARRÊTE

- Article 1 :** Deux places de stationnement seront neutralisées au 11 rue de Magny à Bailly-Romainvilliers (77700) du 11 au 20 janvier 2023 pour des travaux.
- Article 2 :** Les agents des services techniques seront chargés de la mise à disposition sur le trottoir des barrières de police de type « Vauban » ainsi que de l'affichage de l'arrêté.
- Article 3 :** La société Piscines Ibiza veillera à remettre à l'identique toute partie détruite (pelouse, enrobés, etc) et veillera à maintenir en état la voirie de toutes salissures. Elle restera libre de tout obstacle et propre de toutes substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publique ou d'incommoder le public.
- Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout véhicule constaté en stationnement gênant ou abusif, pourra être mis en fourrière.
- Article 5 :** Le Maire de Bailly-Romainvilliers et le/la Commissaire de Police, chef de la circonscription de Lagny-sur-Marne seront chargés, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera adressée à :
- Le/la Commissaire de Police, chef de la circonscription de Lagny-sur-Marne,
  - Monsieur le Chef du Centre de Secours de Chessy,
  - Madame la Responsable de la Police Municipale de Bailly-Romainvilliers,
  - Monsieur le Responsable du Centre Technique Municipal,
  - La société Piscines Ibiza.

Fait à Bailly-Romainvilliers, le 15 décembre 2022.



Le Maire,

Anne GBIORCZYK

En application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié le 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Melun dans le délai de deux mois à compter de la notification à l'intéressé(e).

Certifié exécutoire,  
Reçu en S/Préfecture le :  
Notifié, publié, affiché le :